

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Hôtel Belinga : de la fraîcheur du "palace" à la décrépitude

QUEL sort a-t-on décidé de réserver au plus grand établissement hôtelier de Makokou ?

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

La gestion des hôtels de l'Etat constitue, assurément, l'un des dossiers devant lequel les autorités de la Transition devraient pouvoir ouvrir l'œil. Tant ces structures installées dans les chefs-lieux de province et placées sous la tutelle du ministère du Tourisme, connaissent des fortunes diverses. A Makokou par exemple, l'état de l'hôtel Belinga n'a plus rien du "palace" qu'il est supposé avoir été à sa création en 2002 : aucune assistance de l'Etat. Aucun travail de rénovation effectué depuis sa mise en fonction. Conséquence : la peinture de la plupart des murs s'écaille. Le tiers des chambres à coucher – l'établissement en compte 36 et deux suites – est hors d'usage, avec des murs qui suintent. Si la climatisation reste encore fonctionnelle dans quelques chambres, le chauffage, lui, est en revanche défaillant dans l'ensemble de l'établissement. De même, la seule télévision qui existe encore ici se trouve à la réception. Pas de wifi non plus depuis plus d'un an que la foudre en a endommagé le distributeur. Quant à l'ensemble de la literie, elle est restée la même depuis 21 ans !

A l'hôtel Belinga, impossible de se restaurer dans la mesure où ce service est également au point mort : batterie de cuisine et chambres froides en panne, manque d'ustensiles, etc. Le bar, à défaut de fermer complètement, est tenu par l'un des fils du gérant qui y a investi son fonds de commerce pour le maintenir en vie. Même un simple réfrigérateur fait défaut. Nappes et serviettes de tables attendent toujours leur renouvellement.

Côté entretien, autant parler ici d'un service minimum pour donner un semblant de propreté à l'hôtel qui en a pourtant besoin. L'absence par exemple d'une

monobrosse, cette machine adaptée pour l'entretien du sol, est mise en cause dans la mauvaise tenue des carreaux. De même, faute d'une machine, les dames de ménage lavent draps et serviettes à la main. Il arrive même que du papier hygiénique vienne à manquer au niveau du seul WC encore fonctionnel dans le hall.

Selon son gérant, Belinga a reçu dans les premières années de son ouverture, une masse importante d'employés issus principalement de l'exploitation forestière. Ce qui lui aura permis d'enregistrer un taux de fréquentation plus ou moins stable, et donc d'assumer pleinement ses charges. Mais, explique Ange Ekambo, après 2009, avec l'avènement des nouvelles mesures intervenues dans l'exploitation du bois, les sociétés opérant dans ce secteur ont préféré construire pour leurs personnels des villages à l'intérieur de leurs permis forestiers.

Dès cet instant, l'entreprise Belinga subit une descente aux enfers avec la disparition de la quasi-totalité de sa clientèle.

Jusqu'en 2014, il faudra donc redoubler d'ingéniosité pour continuer à faire fonctionner l'établissement. Impossible cependant de maintenir les 7 000 000 de francs de la masse salariale du personnel. De 36 au départ, les effectifs chutent à 22 employés. Soit une masse salariale désormais chiffrée à un peu plus de 5 000 000 francs.

On rapporte que de 2016 à 2018, l'hôtel pouvait encore supporter de payer les 80% des salaires. Mais la survenue du Covid-19,



Photo : Olivier NDEMBI

Hôtel Belinga : quel sort lui réserve-t-on ?

une année plus tard, va plonger Belinga dans une sorte de coma profond dont il ne s'est plus jamais remis. En cause, une clientèle qui se raréfie au profit d'autres opérateurs aux faibles capacités d'accueil, mais offrant un bien meilleur confort. Un état comateux également aggravé par le comportement peu responsable de quelques "camarades" qui y font de temps en temps séjourner des connaissances à eux sans contrepartie pécuniaire.

A en croire son gérant, l'hôtel

survit aujourd'hui grâce "aux maigres recettes" générées par les clients qui lui sont restés fidèles, et à quelques événements périodiquement organisés en son sein par des acteurs politiques ou institutionnels. En effet, malgré la concurrence qu'il subit et son état de délabrement, Belinga continue d'être, de par la sécurité qu'offre son cadre et sa situation géographique au centre de la ville, le choix privilégié de nombreux visiteurs, et l'épicentre des grandes rencontres.

Belinga se trouve donc dans une zone de turbulence qui interpelle les gouvernants en vue de lui donner un nouveau souffle. Il faut d'ailleurs savoir si l'initiative visant à brader cet établissement, comme l'attestent certaines rumeurs sur les bords de l'Ivindo, est déjà actée. Et si c'était le cas, il faudrait alors songer à régler en urgence la situation pour le moins pathétique dans laquelle se trouve le personnel de cet hôtel depuis déjà pas mal d'années.

Retraités, ils attendent toujours leurs services rendus

ON
Libreville/Gabon

DEPUIS environ 6 ans, les 22 employés de Belinga tirent le diable par la queue. Ils ne perçoivent plus de salaires et vivent plutôt de subsides qui leur sont versés au compte-gouttes, au prorata des encaissements effectués.

"Si des clients ont par exemple payé 300 000 francs pour leur séjour, chacun de nous peut recevoir 10 000, 20 000 ou 30 000 francs. Et quand le taux d'occupation est nul ou

faible comme en ce moment où l'activité politique est en veilleuse, nous n'avons quasiment rien. Vous comprenez donc à quoi nous sommes réduits", renseigne, dépité, un membre du personnel. Six des employés devraient normalement avoir cessé leur activité pour limite d'âge de la retraite. Mais devant l'impossibilité de recourir à une nouvelle main-d'œuvre, ces derniers "sont utilisés partiellement comme des extra lorsque nous avons un peu de clients", tandis que les

permanents, eux, se relaient selon un système de rotation. "Concernant les retraités, trois d'entre eux ont déjà été payés par la CNSS, deux ont leurs dossiers en cours de traitement et un dernier qui n'a pas encore déposé son dossier. Toutefois, les services rendus n'ont pas encore été payés par l'hôtel faute de moyens", précise le gérant Ange Ekambo. Une affaire semble-t-il bien connue de la tutelle dont on attend qu'elle permette enfin à ces pères et mères de familles de jouir de leurs droits au repos.